

“Je chante pour mon vallon en souhaitant
que dans chaque vallon un coq en fasse autant.”

Edmond Rostand - Chanteclerc

N° 6

Janvier 2025 - S2

Le Chant du Coq

HEBDO

Hebdomadaire
libre,
gratuit,
indépendant
à partager !

Bientôt disponible sur
www.chantducoq.com !

C'est notre drame, celui qu'on vit trop, voulut ses vitraux à Notre-Dame !



Où l'on entend Manu, l'enfant roi, couiner pour
ce nouveau caprice : je veux mes vitraux ! je veux
mes vitraux !

L'affaire commence le 8 Décembre 2023 lorsque
ledit Macron, en visite sur le chantier de Notre-
Dame, avait annoncé l'organisation d'un concours
pour installer des vitraux contemporains dans les
baies de six chapelles du bas-côté sud de la nef de la
cathédrale en remplacement des vitraux de Viollet-
Le-Duc, classés monuments historiques et tout juste
restaurés (par l'argent des donateurs). La Commis-
sion Nationale du Patrimoine et de l'Architecture
s'était prononcée, le 11 juillet dernier, à l'unanimité
contre le remplacement de ces verrières en invoquant
la charte de Venise – texte de 1964, signé par la
France, qui interdit le remplacement d'éléments an-
ciens bien conservés par des pièces modernes. Mais
l'enfant gâté persiste pourtant. Les défenseurs du
patrimoine s'insurgent contre la violation de cette loi
sur le patrimoine culturel, le hashtag #saccagenotre-
dame est même lancé et une pétition recueille 200
000 signatures sur Change.org. Un comité est pour-
tant constitué pour lancer un concours. Ils désignent
6 projets. Mais l'une des équipes, celle de Pascal
Convert, préfère se retirer en respect de la Charte de
Venise. Profitant de cette place libérée, et de façon
toute arbitraire (sans l'avis du comité), 3 nouveaux
noms sont ajoutés, dont le redoutable et coûteux
Buren ! Le bon ami du capricieux... L'Association
Sites & Monuments veut porter l'affaire devant la
justice. C'est avec la complicité de l'incompétente
Rachida Dati à la culture qui ose annoncer selon la
Tribune de l'Art : « La Commission nationale a émis
un avis défavorable à la dépose des vitraux de Viol-
let-le-Duc. La consultation engagée en avril dernier
pour solliciter les meilleurs artistes et maîtres ver-
riers permettra de disposer à l'automne d'un projet
lauréat. Comme prévu lors de l'engagement de cette
démarche, la Commission nationale sera à nouveau
consultée en fin d'année 2024 afin d'examiner le
projet lauréat qui aura été sélectionné. Elle pourra
à ce moment-là apprécier au vu du projet l'intérêt
pour la cathédrale de l'apport de cette création. »
Dans cette période où « chaque centime compte »,
comme disait l'ex-crétin des finances qui a sauvé
l'économie française et mis la Russie à genoux, dé-
penser 5 millions d'euros pour jeter à la jaillie 6 vi-
traux classés, restaurés, de 120 m² ! Décidément
Manu et les siens osent tout ! Comme dirait Audiard
«... c'est même à ça qu'on les reconnaît ! »

Et pour quelques barils de plus...

Alors que les nuages continuent de s'amonceler au
dessus de la tête de Nicolas Sarkozy, et que des cour-
riels d'Hillary Clinton ont révélé que l'OTAN a li-
quidé Kadhafi pour arrêter la formation des
États-Unis d'Afrique. Sur les 3 000 e-mails publiés
par le serveur de messagerie privé d'Hillary Clinton
fin décembre 2015, environ un tiers venaient de son
proche confident Sidney Blumenthal. L'un de ces

courriels, daté du 2 avril 2011, se lisait en partie :
« Le gouvernement de Kadhafi détient plus de 143
tonnes d'or et une quantité similaire en argent. Cet
or a été accumulé avant la rébellion actuelle et de-
vait être utilisé pour établir une monnaie panafric-
aine basée sur le dinar d'or libyen. Ce plan a été
conçu pour fournir aux pays africains francophones
une alternative au franc français (CFA). » Les agents
de renseignement français ont découvert ce plan peu
après le début de la rébellion actuelle, et c'est l'un
des facteurs qui ont influencé la décision du prési-
dent Nicolas Sarkozy d'engager la France dans l'atta-
que contre la Libye. En effet, c'est la Banque de
France qui édite le Franc CFA essentiellement pour
les anciennes colonies africaines. La dépendance de
ces pays déplaisait beaucoup au président libyen et
projetait de créer une monnaie panafricaine. On peut
le comprendre. Mais en grattant un peu on s'aperçoit
également qu'à l'époque, on manquait de pétrole.
(23% du pétrole libyen était exporté en Italie et seu-
lement 15% pour la France). Selon une note de sep-
tembre 2011, Nicolas Sarkozy aurait exhorté les
Libyens à réserver 35 % de leur industrie pétrolière
à des entreprises françaises, en particulier Total. Du



coup, pour faire vite, ONU, OTAN, mort de Kadhafi.
(Un peu dur, après les 50 millions d'euros qu'il avait
donnés à Sarkozy pour sa campagne, selon la justice
française). et comme d'habitude quand l'OTAN in-
tervient : c'est le bordel. Selon le Monde : « En proie
au chaos depuis la chute et la mort du dictateur
Mouammar Kadhafi, en 2011, la Libye est gouver-
née par deux exécutifs rivaux : celui d'Abdel Hamid
Dbeibah, installé à Tripoli (Ouest) et reconnu par
l'ONU, et un autre dans l'est du pays, soutenu par
le maréchal Khalifa Haftar. » En plus, hélas, au-
jourd'hui la France n'a plus que 10% du pétrole.
Tout ça pour ça.

La trans-gression !

Faites attention à vos enfants, le Figaro a révélé, les
recommandations folles et scandaleuses d'un
rapport confidentiel de la Haute Autorité pour la
Santé (HAS) qui reprend à son compte toutes les re-
vendications les plus extrêmes du lobby transgenre.
Cet organisme public - dont le président est désigné
par un chef de l'Etat à la sexualité mal comprise -
réclame l'accès gratuit pour tous, dès 16 ans, à un
programme très sophistiqué de transition de genre,



et ce sur simple demande !

Les « soins » administrés comprennent notamment
l'administration de traitements hormonaux ainsi que
des mutilations physiques irréversibles (ablations des
seins chez les femmes et des organes génitaux pour
les deux sexes). Les experts demandent également
le financement par le contribuable et l'intégration

dans les réseaux de soin des associations transacti-
vistes. Enfin, ils proposent que les parents qui refu-
seraient que leurs enfants mineurs se soumettent à
de telles opérations soient déchus de l'autorité paren-
tale ! Le 20 février 2024, le tribunal administratif de
Montreuil a rendu son jugement à la suite de la sai-
sine de l'association Juristes pour l'enfance. Il en-
joint ainsi la HAS à communiquer, au demandeur,
la liste des noms des participants au groupe de travail
« Parcours de transition des personnes transgenres ».
Si la HAS prend acte de cette décision, elle souhaite
rappeler les fondements de sa méthode de travail et
les raisons qui l'ont conduite à ne pas publier cette
liste. Elle n'a pas publié la liste, mais l'on sait que le
Président de la Commission sociale et médico-so-
ciale de la HAS est un certain Christian Saout, an-
cien président de AIDS, (l'asso contre le SIDA) qui
dit dans un article de Cairn.info « il pourrait être
avantageux d'intégrer à la formation des soignants
un enseignement en sciences humaines et sociales
visant à accepter et prendre en compte les diffé-
rences au sens large dans le soin, pour lutter contre
les discriminations anti-LGBTI. » Comme si le per-
sonnel médical faisait des distinctions ! Imaginez,
vous avez un ado un peu perdu, comme beaucoup
d'ados, qui décide de faire de son attribut viril l'équi-
valent de la banane en illustration de cet article. Il
pourra le faire sans vous en parler, gratuitement, et
si jamais vous voulez l'en empêcher pour des raisons
que pourrait comprendre n'importe quel parent, on
pourrait vous le retirer. Le lobby LGBTI+XYZ a en-
core bien intrigué ! Ça me la coupe ! Genre...

Feu L.A.

Les pompiers luttent sans relâche depuis plusieurs
jours contre les feux les plus dévastateurs de l'his-
toire à Los Angeles. Karen Bass, la maire de Los An-
geles était absente. Elle est en pleine polémique, elle
n'est apparue que bien tard sur le terrain. Elle était
en mission diplomatique en Afrique. Le Los Angeles
Times souligne que les services météo avaient déjà
commencé à alerter et l'opposition municipale re-
proche à la maire d'avoir préféré se rendre à une fête.
Elle assistait à l'investiture du président du Ghana
lorsque les premiers feux se déclaraient. Donc après
que les stars locales ont perdu leurs villas dans les
flammes, on apprend qu'entre 2023 et 2025, le bud-
get du service d'incendie de Los Angeles (LAFD) a
été réduit de 17,5 millions de dollars. Par ailleurs,
les écologistes locaux ayant refusé de faire des ré-
serves d'eau via les fontes de glaces, la pression des
bouches d'incendie était trop faible pour être efficace
dans de nombreux quartiers. « Je ne suis pas sûre
qu'il soit exact de dire qu'il n'y avait pas de res-
sources dans certains secteurs », a-t-elle déclaré alors
même que les pompiers ont fait face à des problèmes
insolvables... C'est elle qui avait reçu le drapeau des
JO des mains de... Anne Hidalgo... entre
Karen(s)...

X-X =0

Particulièrement attachée à l'intégrité de la démarche
scientifique, l'École Polytechnique considère que les
conditions d'une information fiable et éthique ne
sont plus réunies sur le réseau X (Ex Twitter). L'évo-
lution éditoriale de la plate-forme qui s'est affranchie
des bonnes pratiques européennes en matière de lutte
contre la désinformation en ligne, est ainsi devenue
incompatible avec les valeurs de l'École. Pourtant
un autre réseau, YouTube, serait l'un des principaux
vecteurs de désinformation en ligne selon une coaliti-
on mondiale de 80 organisations de fact-checking.
Le patron de Meta (Facebook, Instagram, What-
sApp) a annoncé mardi sa décision de cesser son
programme de fact-checking aux Etats-Unis, esti-
mant que « les fact-checkers ont été trop orientés po-
litiquement et ont plus contribué à réduire la
confiance qu'ils ne l'ont améliorée ».

“Un polytechnicien qui coupe les pattes d'une sau-
terelle, lui dit : "Saute !", et ne la voit pas sauter, en
conclut qu'elle est devenue sourde.” ;-))

LEM